L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 16 AOUT 1882. 55me Année.

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires-Rédacteurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI, 16 AOUT 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT

[EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

Etablissement d'une école de marine militaire et de marine marchande à la Nouvelle-Orléans.

Il serait, croyons-nous, bien difficile de reprocher à la Nouvelle-Orléans des prétentions exagérées aux faveurs du gouvernement général. Si nous avions jamais eu l'idée d'en afficher de trop élevées, à en juger par l'histoire des vingt dernières années, il est plus que probable qu'il nous eût forcés d'en rabattre singulièrement. Nous pourrions même ajouter que, durant cette période néfaste, il a pris souvent un malin plaisir à nous donner de rudes leçons de modestie.

En fait, quelle institution publique devons-nous à la munificence du gouvernement de Washington ? Aucune, absolument aucune. Car nous ne parlons pas de la Douane, institution forcée qui lui rapporte le plus clair de ses revenus, et que les combinaisons les plus savantes ne réussiraient pas à lui faire placer autre part que là où elle est située, il y perdrait trop de millions; de la Douane, qui peut faire vivre quelques-uns d'entre nous, mais qui se dresse au centre de la ville, comme une citadelle, une sorte de Bastille destinée à nous tenir en respect, et dont les fonctionnaires ne travaillent trop souvent que contre nos intérêts politiques.

Si fait, pourtant, nous avons la Monnaie, dont la situation parmi nous n'est pas absolument indispensable au gouvernement, et dont, sans en trop souffrir, il pourrait parfaitement nous priver, comme, du reste, il ne s'est pas gêné de le faire, pendant une grande quinzaine d'années, bien qu'il fût obligé de la maintenir par un contrat en forme; mais voilà tout. En dehors de la Monnaie, rien, absolument rien.

Nous sommes pourtant un des ports les plus importants des Etats-Unis, et très-certainement le premier qui existe dans tout le Sud. Assis sur le plus beau fleuve du monde qui nous livre une grande partie des richesses de l'Ouest, à peu près tout le coton de la vallée, et tout le sucre de la Louisiane, nous avons derrière nous le lac qui nous donne le petit cabotage; et nous sommes à deux pas Golfe qui nous ouvre le commerce de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud. Nous ne sommes peut-être pas le premier port d'importation de l'Union; nous laissons à d'autres la gloire d'opérations dont le résultat le plus clair est de faire passer à l'étranger l'argent du pays. Nous préférons le rôle, moins brillant peut-être, mais plus utile, d'exportateurs d'objets de première nécessité, qui a tout au moins l'avantage de faire affluer dans le trésor national l'or de l'étranger.

Eh bien, nous le demandons hautement, hardiment, existe-t-il parmi nous une institution publique quelconque qui rappelle le moins du monde cette situation exceptionnelle ?

Le gouvernement est forcé de relever, de reconstituer une marine militaire, une marine marchande, qu'il a laissées dépérir, qui ne lui procurent aujourd'hui que des déboires et des humiliations. Où trouver une ville plus propice à lui former d'excellents marins, où l'on ait, à la fois, sous la main, toutes les ressources de la navigation fluviale, de la navigation maritime, du grand et petit cabotage.

Le gouvernement n'ignore pas que c'est du Sud que lui sont venus, les trois quarts du temps, ses meilleurs marins; que c'est du Sud que sont sorties presque toutes ses illustrations maritimes ?

Le gouvernement a pour premier besoin, pour premier devoir, de diriger vers l'Amérique du Sud, vers l'Amérique Centrale sa marine marchande restaurée, ressuscitée. De quel port peut-on mieux indiquer aux jeunes marins ces nombreuses routes commerciales, que de la Nouvelle-Orléans, d'où elles partent toutes, pour se diriger en droite ligne vers ces contrées ?

Le gouvernement a besoin d'hommes acclimatés, aguerris contre les fièvres et les épidémies régnant de ces contrées, pour pouvoir aller ensuite les y braver en toute sûreté, pour éviter les accidents, les maladies qui jettent le désarroi dans tant d'expéditions et ruinent ce genre de commerce. Quel port peut, nous ne disons pas mieux, mais aussi bien que la Nlle-Orléans, opérer, d'une façon parfaite, cet acclimatement indispensable ?

Nous faisons-nous illusion ? Il nous semble qu'il n'y a rien à répondre à ce que nous avançons ici, qu'il faut avoir l'esprit bien obtus et une bien forte dose d'aveuglement pour ne pas comprendre, pour ne pas voir ce qui frappe tous les esprits et tous les regards. Il nous semble qu'une école maritime nous est due, moins encore pour notre utilité propre, que pour le bien du pays; il nous semble que le Congrès ne pourrait résister à une pareille demande, qu'il aurait dû prévenir déjà, depuis longtemps, par la création spontanée d'un établissement de ce genre.

Il nous semble qu'il ne résisterait pas aux ardentes sollicitations des hommes honorables qui nous représentent, soit au Sénat, soit à la Chambre, et qui, pour la plupart, se sont montrés dignes du mandat que nous leur avons confié. C'est à eux que nous nous adressons hardiment, sûrs qu'ils ne resteront pas sourds à notre appel, à l'appel des populations dont nous sommes fiers d'être l'écho, dont nous nous honorons d'exprimer les sentiments et les vœux.

Mais il est un homme à qui l'opinion publique a, dernièrement, donné un témoignage éclatant d'estime; qu'elle vient, à l'unanimité, de désigner au suffrage populaire et qui, seulement hier par l'Etat du corps électoral, le sera demain par la population presque entière : nous voulons parler de M. Carleton Hunt.

C'est précisément parce que l'heure du scrutin n'a pas encore sonné pour lui, c'est comme marque suprême de confiance dans la sagesse infaillible d'une des plus heureuses candidatures que nous ayons jamais vues se produire parmi nous, que nous nous adressons à lui, et faisons appel à sa future influence de représentant au Congrès.

Monsieur, lui dirons-nous, vous portez un beau nom, un nom honorable et honoré; vous appartenez à une famille d'hommes qui se sont conquis parmi nous une sorte d'illustration à force de talents déployés, de services rendus, de patriotisme résistant aux plus rudes épreuves; vous-même, fidèle à cette devise : "noblesse oblige," vous vous imposez à nos suffrages par vos éminentes qualités d'esprit et de cœur, par votre rare dévouement à votre pays; vous alliez nous représenter à Washington (car, pour nous, votre élection est faite; nous en attestons la partie française de la Nlle-Orléans et les deux paroisses dont nous nous croyons à juste titre l'organe spécial.)

Eh bien, voici pour vous une belle œuvre à accomplir, un grand rôle à jouer. Posez, dès le début, au Congrès la question de la formation d'une école de marine à la Nouvelle-Orléans; attachez votre nom à cette belle création. Vous le pouvez; vos capacités, votre amour du pays, en sont les meilleurs garants. Et vous aurez mérité la reconnaissance de votre pays; vous aurez fait œuvre d'homme d'Etat et de patriote; et vous aurez dignement couronné l'édifice d'estime et de gloire, si laborieusement élevé au milieu de nous par votre famille.

Anniversaire de la mort de M. Olivier Blineau.—Le 21 novembre 1852, M. Olivier Blineau était élu à l'unanimité président de la Société française de bienfaisance, en remplacement de M. Pierre Soulé, et il occupa ce poste jusqu'au moment de sa mort, survenue le 16 août 1863. M. Blineau fut le bienfaiteur de l'association qu'il dirigea pendant plus de dix ans avec un zèle et un dévouement qui ont rendu sa mémoire chère à tous les membres de la colonie française de la Nouvelle-Orléans.

C'est aujourd'hui l'anniversaire de sa mort; le drapeau de la société sera donc, selon la coutume, arboré à mi-mât sur le magnifique hospice de la rue Ste Anne.

Voici à propos des actes de bienfaisance de M. Blineau quelques lignes que nous empruntons à l'*Historique de la Société française* qui a été lu à l'assemblée générale du 30 mai 1880 :

Le 4 décembre 1853, le Président Blineau a offert à la Société les titres d'un terrain faisant face au tombeau, terrain dont il faisait don à la Société. Il a offert, en outre, de la part de Mme Blineau, six bonnes qui ont produit $18 25...

Le 16 juillet 1856, M. Blineau fait encore don à la Société d'un terrain au cimetière St-Louis.....

A la fin de cette année, le Conseil décide que la salle de l'Asile dite "St-Vincent de Paul" portera désormais le nom de salle "Olivier Blineau" et que la plaque de marbre sur laquelle le nom du Président est gravé, sera placée dans cette salle, en témoignage de reconnaissance pour les services rendus par lui....

Le 3 avril 1859, les sociétaires sont convoqués en assemblée générale, et le Conseil porte à leur connaissance la donation faite par le Président Blineau, d'un vaste terrain rue Ste-Anne, pour qu'il y soit érigé un nouvel Asile ou Hôpital, et le 22, le comité du Conseil, en présence de M. Blineau, prend possession du terrain au nom de la Société.....

Le 26 février 1860 la Société émet 1,500 actions à $10 pour la construction du nouvel Asile qui est commencée dans le courant de cette année.....

Le 1er septembre, M. Blineau offre à la Société à titre de prêt la somme nécessaire pour faire le dernier paiement à l'entrepreneur de l'Asile.....

Le 16 juillet 1862, M. Blineau fait don à la Société du buste de M. Pierre Soulé.....

Le 31 mai 1863, la Société en assemblée générale, décide à l'unanimité d'offrir à M. O. Blineau, comme un acte de justice et de reconnaissance, pour toujours, le titre de :

"Père de la Société Française."

Le 16 août 1863, la Société en assemblée générale, décide à l'unanimité d'offrir à M. O. Blineau, comme un acte de justice et de reconnaissance, pour toujours, le titre de :

"Père de la Société Française."

Le 16 août 1863, la Société perd son vénérable Président, dont les funérailles ont lieu le 17. Le convoi est suivi par la Société en corps, les membres portant tous le même insigne. Le drapeau de la Société et le buste du Président défunt sont couverts d'un crêpe, en signe de deuil, pendant trente jours.

Dépêches particulières du *Temps* :

Berlin, 31 juillet, 8 heures 40, matin.

Les raisons invoquées par l'Angleterre pour exiger qu'avant tout envoi de troupes la Porte prenne ouvertement parti contre Arabi sont appréciées ici à leur juste valeur; mais on objecte d'autre part que le commandeur des croyants s'est posé à de sérieux périls en déclarant rebelle un homme que les oléma du Caire et de Constantinople regardent comme le défenseur de l'Islam contre les infidèles. Aussi espère-t-on que l'Angleterre n'insistera pas sur ce point et que, pour rester d'accord avec le concert européen, elle se contentera de faire une déclaration qui ne compromette pas le prestige religieux du sultan.

On voit dans la crise ministérielle en France une preuve que la Chambre actuelle est impuissante à constituer un gouvernement fort avec lequel les puissances étrangères puissent compter.

Berlin, 1er août, 11 h. 55, matin.

L'Allemagne n'a pris aucune initiative relativement à une intervention collective pour la protection du canal de Suez. Il n'y a, pour le moment, sur ce point, de proposition que celle qui a été faite d'un commun accord par la France et l'Angleterre.

Dans une des dernières séances de la conférence, l'Angleterre et la France ont déclaré qu'elles croyaient devoir prendre des mesures pour assurer la sécurité du canal, et elles ont proposé aux autres puissances de coopérer à ces mesures dans l'intérêt général. L'Allemagne a été la première à se montrer disposée à accepter ces propositions, et il est probable que les autres puissances suivront cet exemple.

On ne sait, de source bien informée, que depuis le commencement de la crise égyptienne il y ait eu dans l'attitude de l'Allemagne rien qui ressemblât à un refroidissement comminatoire pour la France.

Vienne, 1er août, 10 h. 27 matin.

La presse officieuse prend parti pour la Turquie contre les prétentions de l'Angleterre à exercer un rôle prépondérant en Egypte. L'intervention turque deviendrait impossible dans ces conditions. L'Angleterre, dit le *Fremdenblatt*, joue gros jeu et pourrait se trouver en contradiction avec toute l'Europe, sans parler des suites funestes que produirait cette politique dans le monde musulman.

La question de Suez sera traitée séparément, et la navigation sera placée sous le contrôle et la surveillance d'une commission européenne. On croit que la Hollande et l'Espagne y participeront.

L'ouverture de l'exposition nationale de Trieste a eu lieu avec une grande solennité, et a donné lieu à des manifestations patriotiques de la part des représentants de la ville.

Depuis huit jours il tombe des pluies torrentielles dans la haute Autriche. On signale partout des inondations. Ischl a beaucoup souffert, ce qui retardera de deux jours l'entrevue de l'empereur d'Allemagne.

—Le Bitter Malakoff est un irritatif souverain.

—M. P. Werlein, marchand de pianos bien connu de cette ville, 135 rue du Canal, offre en vente un assortiment de superbes pianos des fabricants Chickering, Mathushek, Hardman, et autres, à des conditions faciles. La supériorité des pianos Chickering et Mathushek est incontestée et leur vogue s'accroît tous les jours. A une solidité de construction, ils joignent une élasticité de touche et une très grande puissance de son. Le public est invité à aller admirer ce vaste assortiment d'instruments, où il se procurer un catalogue illustré renfermant la liste des prix. Instruments en location ou en vente pour des paiements comptants ou mensuels. Pianos et orgues accordés et réparés. On trouvera au magasin de M. Werlein des instrument de musique américains et étrangers de 1 à 15 guinées ainsi que toutes les nouveautés musicales, aux prix les plus réduits de la ville, en gros et au détail. M. et Mme Elie, depuis longues années assez de goût d'affaires, sont attachés à la maison Werlein.

Mgr Czacki, nonce à Paris, est attendu très prochainement à Rome.

On assure qu'il sera créé cardinal en septembre.

Un chargé d'affaires ira à Paris le remplacer jusqu'à la nomination d'un nouveau nonce, qui sera probablement Mgr Vincenzi Vannutelli.

La Correspondance Américaine du 12 août :

Le Président Arthur est parti de Washington trois jours après l'ajournement du Congrès. Il s'est embarqué à bord du steamer *Despatch*, de la marine des Etats-Unis, accompagné de son fils, de sa fille, de sa nièce, Mademoiselle Botte, de Savannah (Georgie), et de M. Phillips, son secrétaire privé. Le Président restera peu de temps à New-York, et ira finir la saison d'été à Newport, sur la côte de l'Atlantique, et dans quelques-unes des stations balnéaires environnantes.

—La grève des portefaix de New-York et de Jersey City, au de ces faubourgs maritimes situé de l'autre côté du fleuve Hudson, dans l'Etat du New-Jersey, a pris fin après neuf semaines de lutte passive et de souffrances trop actives de la part des grévistes. Les Compagnies de chemins de fer n'ont eu pour vaincre, qu'à attendre que la faim serrât les portefaix à l'estomac. Cela mit plus de deux mois à arriver, parce qu'ils furent soutenus par les autres associations ouvrières. Mais on s'aperçut que s'était faire des sacrifices inutiles, car les émigrants fraîchement débarqués et non encore enrôlés dans ces associations, qui elles-mêmes ne sont pas encore syndiquées entre elles suffisamment, prenaient la place des grévistes sur les docks ou dans les entrepôts et les gares où ils chargent et déchargent le fret des chemins de fer. Mais si les grévistes ont perdu leur cause au point de vue pratique, ils l'ont gagnée au point de vue moral dans l'esprit des commerçants et de la presse qui avaient auparavant si grande peur de la moindre grève; et qui s'accordent à dire que les travailleurs ont montré un grand esprit de modération et de conciliation, et qu'ils n'ont pas terni leur cause par une seule action violente, ni par un seul cas d'ivresse pendant cette lutte de neuf semaines, si pénibles à passer pour les grévistes et pour leurs familles, réduites à la portion congrue. Le résultat de cette dernière prise d'armes pacifique du travail contre le capital aux Etats-Unis, a été de familiariser les classes dirigeantes, avec la conception que les grèves peuvent avoir un caractère tranquille et n'être pas forcément une lutte violente. Un autre résultat a été que les travailleurs ont compris la nécessité de ne pas entamer de grèves isolées; et la corporation des portefaix, comme plusieurs autres encore en retard, s'est empressée de faire acte d'adhésion à l'association déjà immense des "Chevaliers du Travail," laquelle sera bientôt le syndicat formidable de toutes les forces ouvrières aux Etats-Unis, avec lequel le capital ne pourra plus avoir ses coudées aussi franches. Ce syndicat va décider aussi d'entrer dans la lutte politique, et d'avoir comme en France et en Allemagne, un "parti ouvrier" qu'on appellera ici "United Labor Party" (Parti du Travail Uni) lequel aura sa liste de candidats, aux jours de bataille électorales livrées pour s'emparer du pouvoir politique.

—Les autorités postales de l'Espagne, agissant en vertu d'un arrangement conclu par la Convention Universelle de l'Union Postale, qui s'est réunie à Paris en 1878, ont adressé au Département de la Poste la demande d'expédier, vers des Etats-Unis, les articles de poste destinés à leurs colonies des Indes-Orientales. Le gouvernement espagnol, en agissant ainsi dans cette circonstance, n'a pas pu de prendre des mesures de précaution contre des complications possibles, résultant de la question égyptienne et qui pourraient avoir pour conséquence de rendre la route du Canal de Suez impraticable. Le Directeur Général des Postes, à Washington, s'est empressé d'accéder à la demande du gouvernement espagnol, demande présentée et expliquée par M. Francisco Baros, l'ambassadeur du Roi Alphonse aux Etats-Unis.

—Nous voici encore obligés de revenir sur la question d'émigration, dont *La Correspondance Américaine* entretenait déjà ses lecteurs dans son dernier numéro. Mais il est impossible de passer sous silence le résultat inouï du mouvement d'émigration pendant l'année fiscale 1881-1882, qui vient de se clore le 30 juin, selon la coutume officielle américaine. M. Joseph Nimmo, chef du Bureau des Statistiques, signale, en effet, qu'il est arrivé pendant cette période 789,003 immigrants, soit 119,572 de plus que l'année précédente. Jusqu'à présent, jamais on n'avait dépassé le chiffre de 500,000 émigrants pendant une année; et cependant tout semble prédire pour l'année prochaine un total encore plus élevé que celui de 1881-82. Deux faits ressortent surtout des tableaux statistiques : d'abord l'accroissement énorme de l'émigration allemande, qui donne un total de 249,505 émigrants, et ensuite la décroissance de l'émigration irlandaise, tombée à 76,432 émigrants, alors qu'un trefois elle se balançait avec celle de l'Allemagne.

—La cause du parti national égyptien a pour elle les sympathies des Américains de naissance, où, comme on devait s'y attendre, celles de l'élément irlandais, si influent dans la direction de la politique du Département d'Etat. Ainsi une dépêche de Philadelphie annonce que dans cette ville, la branche Charles S. Parnell de la ligue agraire irlandaise a adopté à l'unanimité la résolution d'envoyer à Arabi Pacha la part des bénéfices nets revenant à la branche Parnell, pour l'exécution qui doit avoir lieu à Atlantic City, sous les auspices de la Ligue agraire de Philadelphie, le 3 septembre prochain. La branche Parnell a également chargé l'Union centrale de la ligue d'insister auprès de cette assemblée sur l'importance qu'il y aurait à recommander à toutes les autres branches de suivre cet exemple. En outre, de l'argent, 500 dollars, ont été souscrits séance tenante, pour envoyer les quelques volontaires irlandais qui se seraient déjà enrôlés pour rejoindre l'armée d'Arabi.

—Certaines compagnies de bateaux à vapeur, anglaises pour la plupart, veulent recommencer contre les pilotes du port de New-York une campagne qui, déjà tentée plusieurs fois, a eu pour résultat la défaite successive de ces compagnies devant la législature d'Albany. Le Gouvernement de Washington et la Cour Suprême des Etats-Unis. Ces compagnies s'imaginent que les Américains, mettant de côté tout sentiment patriotique, vont leur abandonner le contrôle du port de New-York et leur permettre d'y faire la loi, en imposant aux pilotes les réductions de droits de pilotage et les règlements qu'elles réclament depuis quelques années. Il serait temps cependant que les compagnies en question comprissent l'inutilité de leurs demandes, qui auraient été acceptées, il y a longtemps, par les Américains, s'ils y avaient découvert quelques idées réellement utiles au commerce du monde entier avec les Etats-Unis. Ce n'est certes pas au moment où toutes les classes de travailleurs sollicitent une augmentation de salaire, que l'on peut qualifier d'excessive la rémunération d'environ $150 par mois, obtenue par la répartition des prix de pilotage entre les pilotes, pour un service, plein de dangers et de fatigues, et qui exige un long apprentissage. Avec une simple flottille de 27 bateaux, montée par 132 pilotes patentés par l'Etat de New-York, et de 7 bateaux et 40 pilotes patentés par l'Etat co-riverain du New-Jersey, le port de New-York s'est acquis une réputation universelle pour sa sécurité et pour le peu de navires perdus par pilotage à l'entrée de la baie. Cette réputation, aucune législature américaine ne songera à la détruire pour faire plaisir à quelques compagnies étrangères, désireuses de réduire leurs dépenses, au détriment des salaires gagnés si difficilement par des citoyens américains, qui exposent constamment leur existance pour assurer la sécurité des navires de toutes nations.

La Russie, à l'exemple de l'Autriche-Hongrie, s'occupe activement de la réorganisation de son armée. Un correspondant particulier du *Daily Telegraph*, à Saint-Pétersbourg, assure que la cavalerie russe va être considérablement augmentée. Au lieu de quatre escadrons, les régiments en auraient six de 150 chevaux chacun. A l'exception des cuirassiers, toute la cavalerie régulière serait transformée en régiments de dragons armés de fusils à baïonnette, un peu plus légers que ceux de l'infanterie. Les brigades d'artillerie de campagne seraient renforcées par une division d'artillerie montée de deux canons, sur pied de guerre.

Le roi de Grèce a quitté Peterhof vendredi dernier pour se rendre à Copenhague. Le tsar l'a accompagné jusqu'au port dans une voiture découverte qu'il conduisait lui-même sans escorte. On a beaucoup remarqué qu'aucune des mesures de précaution utilisées n'avait été prises en cette circonstance.

La politique d'abstention va nous procurer des loisirs, et Dieu sait que nous aurons de quoi les occuper, dit le *Times*. Quand ce ne serait qu'à compléter nos institutions militaires, et à revenir par là, par la conscience de nos ressources nationales, à un sentiment un peu plus fier et plus confiant. Et notre politique intérieure, est-elle beaucoup moins malade que notre politique extérieure ? Et, celle-là, on ne peut l'isoler comme l'autre, et par conséquent il faut absolument y porter remède. Nous ne savons rien, pour notre part, de plus frappant dans la crise actuelle que le rapport entre les incohérences de notre action à l'extérieur et la faiblesse de notre conduite au dedans. Nous avions besoin d'un gouvernement et d'une Chambre, et les deux choses nous ont manqué à la fois parce que ces deux choses dépendent l'une de l'autre.

A quoi nous servirait en effet de supprimer les affaires étrangères, de concentrer notre temps et notre force sur les intérêts intérieurs du pays, si nos mœurs politiques devaient rester ce qu'elles sont ? Est-il quelque chose au monde de plus vain que de parler du développement de nos institutions, des satisfactions à accorder aux principes populaires, etc., alors qu'un Parlement est livré à ces deux passions, l'esprit de parti qui dénature les questions en les rabaissant à des rivalités de groupes, et les intérêts électoraux qui les corrompent en les faisant servir à des avantages personnels ? Que peut devenir l'esprit public, le patriotisme, entre ces deux grandes férocités ? C'est la mode de flatter la démocratie. On a l'air de supposer que tout ce qui est démocratique est par cela bon et bien. *Vox populi vox Dei.* Tel est le nouveau mysticisme, la superstition de bien des gens; mais c'est pure superstition. Une démocratie n'est pas saine par cela seul qu'elle est, et ne prospère pas par la seule vertu de son nom, par la seule force des choses. Une démocratie peut être bonne ou mauvaise, sensée ou absurde, vertueuse ou corrompue. Elle peut, heureusement aussi, faire son éducation, et c'est bien là-dessus que nous comptons. Le moment viendra, on a le droit de l'espérer, où la République reconnaîtra quels sont les penchants contre lesquels elle a à réagir, les défauts de tempérament contre lesquels elle doit être en garde. L'un de ces défauts, c'est de s'imaginer qu'elle puisse se passer du gouvernement ou, ce qui revient au même, de s'imaginer qu'elle soit un gouvernement.

C'est le contraire qui est vrai, et notre crise de politique étrangère en est une preuve. Un pays situé comme la France, avec une histoire, avec de grandes nations limitrophes, avec une marine et des colonies, a beau gré mal gré des relations avec le dehors. Elle aura beau chercher à le méconnaître, ces relations ne s'en imposeront pas moins. Et il faut en dire autant de tous les intérêts généraux du pays. La démocratie par elle-même n'est point capable de conceptions générales, de vues étendues, d'opérations à longue portée; elle n'est pas assez instruite ou elle est trop préoccupée; c'est pour cela qu'elle doit apprendre à supporter un gouvernement, bien plus, à le vouloir efficace. La fonction du gouvernement dans les sociétés est de voir les choses de plus haut et de plus loin que tout le monde, et tout le monde est intéressé à ce que cette fonction soit remplie.

Le *Temps* du 2 août :

L'Angleterre agit en occupant Suez comme elle a fait en bombardant Alexandrie. La seule, elle a mis l'Europe en face d'un fait accompli dont force lui est bien de tenir compte. Et l'on voit aujourd'hui le parti qu'elle tire de son initiative énergique et résolue. Lord Dufferin a répondu hier, au nom de son gouvernement, à la proposition faite par la Turquie d'intervenir aux termes de la note du 15 juillet.

Non seulement l'Angleterre refuse de retirer ses troupes d'Egypte; non seulement elle se considère, de par les lenteurs de la Porte, comme investie de la mission de rétablir l'ordre en Egypte; elle encore, elle n'accepte que conditionnellement le concours des soldats du sultan et elle ne leur permettra de débarquer que si le gouvernement turc consent à faire sur ses véritables intentions une déclaration dépourvue de toute ambiguïté. Voilà sur cette dernière condition à des diplomates orientaux équivaut à leur demander l'impossible.

Les déclarations de lord Dufferin achèvent de nous édifier sur les vues du cabinet de Londres, que le langue de M. Gladstone à la Chambre des communes avait déjà permis de démêler. L'Angleterre ne reconnaît plus la souveraineté du sultan sur l'Egypte; elle n'accepterа son concours, si toutefois elle l'accepte, qu'à titre auxiliaire, et, dans aucun cas, elle ne consentira à s'effacer devant lui. Par ce dédain hautain et de parti pris des décisions de la conférence, la Grande-Bretagne semble courir au-devant d'un conflit avec le "concert européen". Ajoutons que ce concert se réduit actuellement à trois puissances, la Russie s'étant formellement retirée, jusqu'à nouvel ordre, de la conférence.

M. Onou, en effet, a enfin déclaré aux membres de la conférence que, par instructions lui commandant de ne prendre part à leurs réunions que lorsque la question de Suez viendrait en discussion. Le *Times* confirme que la mauvaise humeur ombrageuse témoignée par le gouvernement russe est due à l'attitude ailleurs que le cabinet de Londres a prise dans l'affaire égyptienne. La conférence est donc départagée et, plus que jamais, c'est entre l'Allemagne et l'Angleterre que se pournuit la partie entamée sur l'échiquier égyptien.

C'est l'archiduc Charles-Louis qui a ouvert l'exposition industrielle et agricole de Trieste. Il a exprimé la satisfaction qu'il éprouvait de pouvoir constater les brillants progrès faits dans ces derniers temps par l'industrie autrichienne, et il a ajouté qu'il en réjouissait doublement de voir l'exposition s'ouvrir l'année même où se célèbre le cinq-centième anniversaire de la réunion de Trieste à l'empire. Ces paroles ont été accueillies par de vifs applaudissements.

Les nouvelles des inondations sont toujours inquiétantes. Les eaux du Danube, de la Traun et de l'Ischl ont beaucoup monté; l'Elbe est sorti de son lit et a envié un pont de chemin de fer à Peisdorf. Les eaux de la Wien, après avoir considérablement grossi, ont envahi plusieurs maisons des faubourgs de Vienne. A Ischl, Linz, Gmunden et Prague on a de grandes craintes. Les membres du comité des fondations stéphanies se permanence à Prague, afin d'être prêts à toute éventualité.

L'agence Havas communique la dépêche suivante, qu'elle a reçue de M. de de Lesseps :

Ismailia, 2 août, 1 h. matin.

Une dépêche anglaise dit que deux navires anglais sont entrés dans le canal malgré ma protestation. Cette dépêche est inexacte; je n'ai pas protesté contre l'entrée de ces navires dans le canal qui est ouvert librement à tous les navires, mais j'ai protesté contre des infractions aux règlements de la Compagnie commises après l'entrée de ces navires dans le canal.

FERDINAND DE LESSEPS.

Le *Diritto* dit à propos de la crise ministérielle en France :

"Nous devons interpréter le vote de la Chambre française, uniquement comme répondant à la volonté arrêtée du peuple français de s'abstenir de toute imitation de la politique anglaise en Egypte et de s'associer à l'attitude sage et prévoyante du reste de l'Europe. En conséquence, si nous nous réjouissons dans l'intérêt même de la France et de l'Europe que ces principes aient fini par prévaloir au delà du mont Cenis et si nous entrevoyons la possibilité d'une entente entre la France et les puissances orientales, nous n'en pouvons pas moins regretter la chute d'un homme comme M. de Freycinet qui a su montrer tant de tact, autant vis-à-vis de l'Angleterre qu'à l'égard des quatre puissances. La situation parlementaire de Paris répond exactement à celle de la diplomatie générale.

"Quel que soit le cabinet auquel M. Grévy confiera le gouvernement de la France, il n'y a pas de doute qu'il consente à s'associer à la proposition de l'Allemagne, tendant à établir une protection collective du canal de Suez. La question d'Egypte a désormais acquis une base européenne et c'est l'Europe unie qui aura à prononcer le jugement définitif."

On lit dans une correspondance de Berlin, publiée par le *Standard* du 1er août :

"Sukri Hussein Effendi, qui avait été envoyé ici, en mission particulière, est parti le 30 juillet pour Vienne, où il espère avoir plus de chances que dans la capitale de l'Allemagne. Il quitte Berlin avec la conviction que le gouvernement allemand, malgré toute son amitié pour la Turquie, considère comme le premier de ses devoirs d'agir loyalement à l'égard des autres puissances. Ces vues sont du reste exprimées par la presse gouvernementale."

—La direction du bureau Veritas vient de publier la statistique suivant des sinistres maritimes signalés pendant le mois de juin 1882, concernant tous les pavillons :

Navires à voiles signalés perdus : 3 allemands, 13 américains, 42 anglais, 1 autrichien, 6 danois, 1 espagnol, 12 français, 3 grecs, 1 haïtien, 3 Lollandais, 6 italiens, 3 norvégiens, 2 russes, 2 suédois; total, 98. Dans ce nombre sont compris 17 navires supposés perdus par suite de défaut de nouvelles.

Navires à vapeur signalés perdus : 12 anglais, 1 français, 1 italien; total, 13.

Le comte Gloria, consul italien au Caire, a été nommé consul général d'Italie à Tunis, en récompense de sa réserve conduite en Egypte.

—L'inauguration de la gare maritime de Calais a eu lieu le 2 août, en présence de MM. Sartiaux, chef de l'exploitation du chemin de fer du Nord; Minel, inspecteur principal, et Bouvrat, sous-chef du mouvement. Cette gare, qui a cent mètres de longueur, est située sur le quai de marée, où débarquent les paquebots.

Pendant les sept premiers mois de 1882, le mouvement des voyageurs entre la France et l'Angleterre par Calais et Douvres a été de 117,041 passagers; il avait été de 104,243 pour la période correspondante de 1881; c'est donc une différence de 12,798 en faveur de 1882.

Nous avons déjà parlé des premières cérémonies qui ont inauguré les fêtes du *Triduum*, célébrées à Reims en l'honneur du pape Urbain II.

Le Triduum a été terminé par un grand discours prononcé à vêpres, par le chanoine Lehmann, sur le "Rôle des croisades et l'alliance catholique en 1882." M. Langénieux est monté ensuite en chaire pour annoncer la fin des fêtes. Le soir, à la fin d'un dîner qui a eu lieu à l'archevêché, lecture a été donnée du télégramme ci-joint :

Monseigneur Gotadi, Reims,

Le saint-père a appris avec une véritable satisfaction les nouvelles que vous lui avez envoyées sur les fêtes célébrées dans la ville de Reims, à laquelle il donne une particulière bénédiction.

Le cardinal JACOBINI.

La *Correspondencia* annonce que le navire de guerre espagnol *Dona Maria de Molina* qui est aux îles Philippines a reçu l'ordre de faire des provisions pour quatre mois et de se rendre à Suez.

Faisant allusion à l'idée d'une intervention collective des puissances, ayant pour but de protéger le canal de Suez, le journal espagnol l'*Imparcial* s'exprime de la manière suivante :

"Nous ne consentirons jamais à ce qu'un gouvernement espagnol compromette le pays au profit de la politique de telle ou telle puissance étrangère; mais, s'il s'agit de protéger nos propres intérêts au sein du concert européen, et sous une forme qui nous convienne, il est évident que nous donnerons notre assentiment."

L'*Imparcial* annonce que l'Allemagne a invité l'Espagne à prendre part à la protection du canal de Suez, et que le gouvernement espagnol a résolu d'accepter cette proposition.

Un ancien député du parti démocrati que, M. Santamaria, qui a pris une part importante aux débats des Cortès, a été trouvé assassiné aux environs de Valleca.

On annonce de Tripoli que les trois quarts des résidents européens ont quitté cette ville et que les affaires sont presque entièrement suspendues. Les consuls étrangers ont eu une entrevue collective avec le gouverneur général et Zéki-Pacha, qui leur ont donné, l'un et l'autre, des assurances positives relativement à la sécurité publique. Les forces militaires sont établies dans la ville pour prévenir toute tentative de désordre.

Un de nos lecteurs nous fait part de sa manière de voir sur l'étymologie du mot : "*chopin*" que nous avons signalé l'autre jour, comme étant le cri d'alarme poussé par les *bouteurs* à l'approche des gardiens de la paix.

"L'analogie est très simple : Chopin travaillait pour le violon. La police, de son côté, ne fait pas autre chose."

Dame !.....

Se non è vero.....

Tout Paris s'entretient en ce moment du cas si extraordinaire de cette femme de l'hôpital Beaujon qui dort depuis *soixante-dix jours.*

On en parlait hier au café Riche et l'on s'ingéniait à chercher d'où pouvait venir ce sommeil magique.

—C'est probablement la petite-fille de la Belle au Bois Dormant, fit quelqu'un.

—Plus simple que ça, dit un musicien... C'est tout simplement la bonne de Richard Wagner à qui son maître a joué la partition de *Parcival.*

MESSE FUNEBRE.

Une messe funèbre sera célébrée à l'Eglise St-Maurice, VENDREDI, 18 août 1882, à 8 heures du matin, pour le repos de l'âme de feue CLAIRE ARNOLD, épouse de Jean Berlin. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement priés d'assister à la cérémonie religieuse.

16août—2f

Avis aux employés de S. Hermsheim & Bro Fabrique cendal zaire—Notre nouvelle fabrique, coin des rues Magazine et Julie, sera ouverte JEUDI MATIN, le 17 courant. Tous les employés, à l'exception des tisserands, reprendront leur travail. Les tisserands se rapporteront VENDREDI. 16 août—3f

Bureau de la Compagnie d'Assurance de la Nouvelle-Orléans. — Nouvelle Orléans, 17 juillet 1882.—A une assemblée du Bureau des Directeurs de cette compagnie, tenue ce jour, il a été résolu de payer sur l'année la dividende semi-annuel de cinq pour cent sur le capital, aux actionnaires ou à leurs représentants légaux.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

18juil—15f

LA MAISON J. LACOSTE & FILS No 253 rue Bourbon, entre St. Philippe et Ursulines, en face du marché aux légumes, a l'honneur de faire savoir à ses nombreux clients et au public en général qu'elle vient de recevoir par le vapeur français le "PARIS" un magnifique lot du célèbre VIN ST.-VINCENT. Ces messieurs en fourniront au gré des acheteurs et profitent de cette occasion pour leur faire savoir qu'ils ont toujours en mains un assortiment de Vins de tous les crus, cognac, huiles d'olives, etc. 2août—1m

B. TREMOULET,

Rue Decatur, No 7, vis à vis la Poste,

Vins de Bordeaux des meilleurs crûs, reçus de maisons de premier ordre.

Sherries de Duff, Gordon & Co, de Pedro Domecq, etc.

Portos de Sandeman & Co, Offley, Cramp & Forrester.

Champagnes de toutes marques en renom.

Vieux Whiskies, Cognac, Rhums, Génièvres, etc.

Vins de Californie de toutes sortes.

Vin de St-Vincent véritable, etc, etc, etc.

AUX PLUS BAS PRIX.

PITTSBURG

CHARBON. CHARBON.

45

Sous le baril livré à domicile.

DESFORGES, MONTAGNET & Cie,

Rues Gravier et Carondelet.

6août—4m p p

ST-ALOYSIUS ACADEMY,

Encoignure Chartres et Quartier.

La vente des classes de cette excellente institution, dirigée par les Frères du Sacré Cœur, est fixée au prem